



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 5 janvier 2026

Non à l'agression impérialiste pour faire main basse sur les richesses du Venezuela !

Dans la nuit du 2 au 3 janvier, l'armée américaine, sur ordre de Donald Trump, a mené une opération militaire sur Caracas, la capitale du Venezuela, pour enlever le président Maduro et sa femme. Du jamais vu depuis l'invasion militaire par les États-Unis de l'île de Grenade en 1983 et l'enlèvement de Noriega au Panama en 1989.

Main basse sur le pétrole

Officiellement, Trump a fait kidnapper Maduro pour le juger aux États-Unis pour « narco-terrorisme ». Une accusation ridicule, qui ne prend même pas la peine de cacher les véritables raisons de cette invasion militaire : mettre la main sur les immenses réserves pétrolières vénézuéliennes. Lors de sa conférence de presse, Trump a d'ailleurs carrément prétendu que les États-Unis dirigeraient désormais directement le pays et ses ressources, et a prononcé plus d'une vingtaine de fois le mot « pétrole ».

En réalité, aux yeux des capitalistes américains, le seul crime de Maduro, et de son prédécesseur Chávez, est d'avoir osé nationaliser les compagnies pétrolières vénézuéliennes, et imposé la participation majoritaire de l'État aux installations pétrolières américaines. En 2002, déjà, l'impérialisme américain avait tenté de renverser Chávez. En 2015, c'est Barack Obama qui avait imposé des sanctions économiques au pays, qui ont avant tout touché la population. Une politique qu'a poursuivie Biden, et que Trump a aujourd'hui décidé de poursuivre avec le renversement direct de Maduro par l'armée américaine.

Une menace contre tous les peuples de la planète

Maduro et son prédécesseur Chávez se prétendaient socialistes mais ne défendaient en rien les intérêts des travailleurs et travailleuses de leur pays. Au Venezuela, comme dans bien d'autres pays d'Amérique latine, les libertés syndicales sont suspendues. Maduro s'est maintenu au pouvoir par une répression brutale et a fait emprisonner des centaines d'opposants.

Mais les crimes du dirigeant vénézuélien n'autorisent nullement le grand banditisme impérialiste de Trump dans un déploiement

spectaculaire de forces destiné à intimider tous les peuples de la planète ! Une semaine avant cette opération éclair sur Caracas, les États-Unis avaient déjà mené des frappes sur le Nigeria, le plus gros pays producteur de pétrole d'Afrique. Donald Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio menacent maintenant Cuba, la Colombie et le Groenland, de connaître le même sort que le Venezuela.

Mais qu'à cela ne tienne : les dirigeants européens, Macron en tête, se sont réjouis de la chute de Maduro. Les dirigeants russes et chinois ont de leur côté condamné cette opération, appelé à la libération de Maduro, qui était leur allié et au « respect du droit international », eux qui pourtant sont des sosies au petit pied de Trump : Vladimir Poutine mène lui aussi une guerre d'invasion en Ukraine, et Xi Jinping organise des opérations navales de grande ampleur menaçant Taïwan, dans le cadre de prétentions tout aussi impérialistes que les États-Unis.

Aux travailleurs et aux peuples de stopper cette folie guerrière !

En réalité, le génocide à Gaza a bien montré à quoi servait le prétendu « droit international » : légitimer la domination des pays impérialistes qui, lorsqu'ils le jugent nécessaire, n'hésitent pas à s'asseoir dessus pour massacrer les peuples et envahir des pays. Il n'y a rien à attendre, ni des dirigeants impérialistes, ni de leurs institutions.

Dès l'annonce des bombardements américains sur Caracas, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, en France, en Espagne, en Italie, mais aussi dans les grandes villes des États-Unis, pour dénoncer ce raid. Seuls les peuples et les travailleurs de la planète, en se mobilisant et s'organisant, peuvent stopper la folie guerrière des impérialistes. À bas l'agression contre le Venezuela ! À bas l'impérialisme !

Bonne année à tous, ou presque tous...

Il y avait foule à l'accueil lundi matin : comme chaque année, de nombreux salariés prestataires ont été obligés de poireauter pour renouveler leurs badges qui ne passaient plus. On ne peut pas dire que la direction ait le sens de l'anticipation... ou alors c'est qu'elle s'en fiche des collègues prestataires.

Une petite mesquinerie qui en dit long sur la division entre salariés orchestrée par la direction.

Noël avant l'heure pour les constructeurs

Mi-décembre, la Commission Européenne a fait marche arrière sur les objectifs de décarbonation de l'industrie automobile. Fini l'objectif de 100 % de véhicules électriques en 2035 : les industriels n'en voulaient pas, les États ont fait pression en leur faveur. L'objectif est désormais de réduire à cette échéance les émissions de CO2 de 90 % par rapport à 2021 et compenser les 10 % restants grâce à des crédits carbone au mode de calcul douteux. Les constructeurs pourront continuer à vendre un peu de thermique et auront de la marge pour échapper aux pénalités.

En bonus, l'UE a déclenché un nouveau paquet d'aides aux entreprises : des prêts à taux zéro pour les fabricants de batteries, des subventions massives aux entreprises qui renouvellent leur flotte avec des véhicules électriques,...

Tout cela ne sauvera ni les emplois, ni la crise climatique, mais plutôt les profits des industriels.

Venezuela : Trump attaque, Macron applaudit

Le bombardement par l'armée américaine de plusieurs cibles à Caracas et l'enlèvement du président vénézuélien Maduro et de son épouse par les soldats de Trump ont provoqué émotion et indignation à travers le monde où les agressions et les attaques de Washington se multiplient.

Face à cela, Macron, après avoir gardé un silence géné, a finalement estimé que le « peuple vénézuélien ne peut que se réjouir de la fin de la dictature », avant de signaler 2 jours plus tard qu'il n'était pas d'accord avec la « méthode » de Trump...

Comme si Trump avait pour objectif d'amener le démocratie mais qu'il s'y prenait mal ! Sur le fond, Macron n'est pas mécontent qu'un pays qui tenait tête à l'impérialisme le plus puissant de la planète se fasse agresser.

Elkem : les patrons de la chimie tuent

Le 22 décembre une explosion a fait deux morts et deux blessés graves (dont une est toujours dans le coma) sur l'usine Elkem Silicones de Saint-Fons. Ils s'ajoutent aux plus de 1200 salariés morts du travail en 2025. L'explication de cette insupportable hécatombe est toujours la même : les patrons rognent sur les embauches et la sécurité pour produire moins

cher, dégradent les conditions de travail ou poussent à prendre des risques pour tenir les cadences.

Les salariés connaissent les sites, les machines, et les méthodes de production. À eux d'imposer les règles de prévention et de sécurité nécessaires.

Des mots aux soignants, des sous pour l'armement

Alors que l'épidémie de grippe se poursuit et que les hôpitaux sont débordés dans tout le pays, Macron a tenu à saluer le travail exemplaire des soignantes et soignants dans ses vœux de fin d'année. Mais sans débourser un euro supplémentaire pour les structures hospitalières en crise dans lesquelles le personnel s'échigne jusqu'à l'épuisement.

Il faut dire que si les soignantes et les soignants se tuaient au travail à fabriquer des missiles plutôt qu'à sauver des vies humaines, ils auraient plus facilement l'oreille du pouvoir. À chacun ses priorités.

L'écologie à la poubelle

Encore un recul du gouvernement sur une mesure écologique largement symbolique. L'interdiction des gobelets jetables comportant du plastique devait entrer en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2026. Elle est ajournée à 2030. Le ministère de la Transition écologique et celui de l'Économie et des Finances ont invoqué la « *faisabilité technique d'une absence de plastique dans les gobelets* » pour justifier ce report.

En réalité, les industriels s'opposaient à la mesure jugée trop coûteuse et le gouvernement a obtempéré. Comme toujours.

Grand froid, petit plan

Un gymnase réquisitionné à Paris pour l'accueil des sans-abris au vu du froid polaire ? C'est déjà trop pour l'ancien Premier ministre Michel Barnier, redevenu député, qui se moque que 750 personnes soient mortes dans la rue en 2025 en France.

Le gouvernement a supprimé dans le même temps des milliers de places en centre d'hébergement d'urgence alors qu'il y a 350 000 sans abris. Et les préfets rechignent à déclencher le plan grand froid qui permet de mettre à l'abri les SDF.

George Clooney welcome ! Et les autres ?

Après plusieurs années de résidence dans le Var, George Clooney et sa famille ont obtenu la nationalité française. Alors que la circulaire Retailleau durcit encore les conditions pour obtenir une régularisation, certains dénoncent un passe-droit. L'acteur américain a reconnu ne pas bien parler français. Il n'a pas non plus dû attendre des heures devant une préfecture.

Mais si cela a été possible pour une star hollywoodienne, cela doit l'être pour tout migrant. Donc il faut abolir cette circulaire raciste et régulariser tous les sans-papiers. What else ?